L'ACTUALITÉ DU DROIT NATUREL

Frédéric ROUVIÈRE

Professeur à l'Université d'Aix-Marseille

Laboratoire de Théorie du Droit

PARLER D'UNE ACTUALITÉ DU DROIT NATUREL passe aujourd'hui pour une provocation parmi les juristes si l'on entend par là une façon de réhabiliter pleinement et entièrement les enseignements d'Aristote et de Thomas d'Aquin dans l'analyse et l'appréciation du droit¹. Au mieux, une telle prétention éveille chez l'interlocuteur un sourire en coin quand il ne devient pas franchement narquois ou hostile. Le droit naturel n'est toléré que sous une forme édulcorée dont la figure est livrée dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Son préambule précise que « *les Représentants du Peuple Français (...) ont résolu d'exposer, dans une Déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'Homme* ». Désormais, le seul droit naturel qui paraît avoir cours est celui qui exalte les droits subjectifs, c'est-à-dire les droits de l'homme, ces libertés et ces pouvoirs que reconnaît le droit positif et dont le couronnement est incarné par la Cour Européenne des Droits de l'Homme qui veille au respect de la convention du même nom.

Depuis la modernité au sens philosophique du terme, c'est-à-dire depuis l'avènement du sujet connaissant et autonome, le droit positif s'est progressivement imposé comme seul concept de droit². De cette façon, le droit naturel n'est toléré qu'en tant que partie du droit positif et comme un produit de la volonté. Il est maîtrisé et dompté par la réflexion raisonnable. A

¹ Ce qui fut l'effort même mené par M. VILLEY, v. par ex. un recueil de textes comme *La Nature et la Loi. Une philosophie du droit*, Paris, Cerf, 2014.

² Pour une description de cette rupture : A. SÉRIAUX, *Le droit naturel*, Paris, PUF, Que sais-je ?, 2^{ème} éd. 1999, spéc. p.80-84.

cet égard, avouons-le, le droit naturel n'a à peu près plus rien à voir avec l'idée de nature qu'elle soit cosmique, biologique ou physique. Le droit naturel s'identifie à la raison de l'homme. Aussi, la seule actualité du droit naturel concevable dans cette perspective serait l'actualité des droits de l'homme.

Raisonnement de la sorte serait pourtant oublier que le droit est encore largement structuré par l'idée d'une nature des choses ou d'une nature des êtres. Il lui est très difficile de s'émanciper de l'idée que les choses ont des caractéristiques propres qui ne dépendent pas entièrement de la volonté humaine mais au contraire s'imposent à lui. De même, pour l'homme, sa propre nature physique est encore au fondement de bien des solutions et règles de droit. En vérité, par un curieux renversement, le droit naturel n'a jamais été aussi actuel. Il nous adresse une question grave : dans quelle mesure le droit peut tout ? Dans quelle mesure la volonté devrait primer l'être même des choses et des personnes ? Il ne faut pas entendre ces questions forcément avec une oreille aristotélicienne ou thomiste. La question est encore plus grave si l'on ose dire puisqu'il s'agit de savoir jusqu'à quel point le législateur peut s'émanciper de toute référence au réel ? Qu'il l'ait fait ou qu'il le fasse pour des raisons pragmatiques, personne n'en doute. Les fictions sont là pour en attester. Elles permettent de faire passer pour immeuble un meuble³, pour inexistant ce qui a existé⁴. Mais les fictions ont toujours été une technique juridique marginale et d'appoint⁵, jamais un mode de pensée pouvant servir de modèle en législation ou en jurisprudence. Cette limite est en passe de disparaître et d'inscrire le droit dans un monde virtuel, dans un monde qui ne serait pas même un décalque du réel mais son double fantomatique et autonome.

Si l'on devait rester dans un registre provocant, on poserait aux juristes la question de savoir s'ils veulent encore vivre sur terre et dans la matière ? Bien entendu, posée de cette façon la question confine à la caricature. Mais elle a le mérite de faire entrevoir le problème : peut-on envisager une émancipation juridique de toute nature quand le droit est encore assez largement ancré dans l'être des choses et des personnes ? Il ne s'agira donc pas de montrer comment Aristote et Thomas d'Aquin peuvent contribuer à revaloriser une notion perdue de droit naturel. Il s'agira de montrer qu'avant même la discussion de leurs doctrines, c'est la référence au réel et à la réalité qui est *actuellement* en train de devenir un problème. L'idée d'un droit naturel

³ Art. 524 CCiv.

⁴ C'est la fiction de la rétroactivité.

⁵ Y. THOMAS, « *Fictio legis*. L'empire de la fiction romaine et ses limites médiévales », *Droits*, 1995, p.52-63

au sens propre du terme est juridiquement prégnante, ce qui laisse augurer du bouleversement que pourrait créer le refus de prendre en compte la nature elle-même. En effet, la nature est si présente dans le droit (I) qu'un droit sans nature paraît proprement *irréel* (II).

I. – LA NATURE DANS LE DROIT

Soyons clair. Lorsqu'on parle de nature dans le droit on n'entend certainement pas par là que l'écologie et les considérations environnementales sont de plus en plus présentes dans l'univers juridique. La nature est avant tout présente dans le droit comme un « donné »⁶, c'est-à-dire comme des éléments existants dans le réel et qui ont une certaine consistance. Le droit ne parvient jamais totalement à s'émanciper de cette réalité. Et pour cause : la plupart des règles de droit la prennent en compte comme un point de départ qu'il paraît difficile de modifier. Plusieurs exemples peuvent nous en faire prendre conscience dans le domaine des choses (A) et des personnes (B).

A. – La nature des choses

Une fois encore, il faut mettre en garde. L'expression « nature des choses » est rapportée d'une manière si constante à Aristote qu'il faut ici préciser que la réflexion se situe bien en-deçà. Il s'agit ici de pointer ce qui pourra sans doute passer pour une évidence, à savoir que la réalité des choses agit comme un puissant fondement pour les solutions législatives et légales.

Il est dans un premier temps aisé de puiser des exemples en droit des biens, branche du droit où les choses tiennent par définition un rôle primordial. Ainsi, la fameuse distinction des biens meubles et immeubles⁷ repose sur une réalité parfaitement sensible : certaines choses peuvent se déplacer ou être déplacées, d'autres sont immobiles. Telle est leur nature physiquement entendue et constatable par tous. Cette conception trop proche du réel a pu être critiquée par certains juristes. Ce pseudo-réalisme conduirait à admettre de nombreuses fictions et distorsions en admettant ainsi un régime spécial pour les navires ou les meubles attachés à une exploitation agricole ou

⁶ C'est d'ailleurs sur cette considération que F. GÉNY a tenté de redécouvrir un « irréductible droit naturel » en opposant le donné et le construit : F. GÉNY, *Science et technique en droit privé positif*, tome II, Sirey 1915.

⁷ Art. 516 CCiv. Comp. art. 517 et 518, 519 se référant explicitement à la nature des choses.

industrielle⁸. De même, la montée en puissance des choses incorporelles est sans cesse invoquée comme un signe certain du caractère bien suranné des conceptions du Code civil de 1804.

Pourtant, à y regarder de plus près, ces objections manquent de réalisme au sens premier du terme. L'ancien droit connaissait les universalités de fait comme les troupeaux ou les bibliothèques. Le droit actuel reconnaît le fonds de commerce ou les portefeuilles d'actions comme tels. Ces choses sont assemblées autour d'une finalité commune et possèdent une unité *concrètement manifestée*. Comme Aristote le pensait déjà, il est difficile de démentir le fait qu'il y ait une différence entre un tas de briques et une maison. Par ailleurs, l'incorporel est un leurre. On peut même dire qu'il n'existe pas. Non pas parce qu'il n'est pas une réalité tangible mais bien au contraire parce qu'il dépend toujours d'une réalité tangible. Les droits réels portent tous sur des choses, les sites internet sont stockés sur des serveurs dont la réalité physique est indéniable. L'information est un bien incorporel mais elle est stockée dans des livres et à présent sur des disques durs. L'ancrage dans la réalité paraît indépassable et souligne la pertinence de s'y référer.

Le droit des contrats fournit un second terrain d'illustration. Alors même que le contrat est défini comme un accord de volontés et que la liberté contractuelle est exaltée, la loi et le juge ne cessent de ramener les contractants à la réalité. Une thèse magistrale a ainsi montré qu'il n'y a pas d'influence de la volonté individuelle sur les qualifications⁹. Une clause de réserve de propriété ne rend pas meuble des immeubles¹⁰. L'extraction de pierres dans une carrière ne peut par définition être un bail. Dans une formule qui évoque (une fois encore !) Aristote, la Cour de cassation a reconnu qu'en dépit de la loi qui dispose que tous les biens peuvent faire l'objet d'un contrat de louage¹¹, « *il est des biens qui sont insusceptibles de faire l'objet d'un contrat de louage, notamment lorsqu'il est impossible de jouir de la chose louée sans en consommer la substance* »¹². Bref, la nature même de la carrière, qui nécessite l'extraction, paralyse la qualification de bail. Les pierres ne peuvent être utilisées que si la propriété est transférée. L'opération conclue est donc *en réalité* une vente.

⁸ Fiction des immeubles par destination déjà citée : art. 524 CCiv.

⁹ F. TERRÉ, *L'influence de la volonté individuelle sur les qualifications*, Paris, LGDJ, 1957.

¹⁰ Civ. 3^{ème} 26 juin 1991, n°89-18638 : « La nature, immobilière ou mobilière, d'un bien est définie par la loi, et (...) la convention des parties ne peut avoir d'incidence à cet égard ».

¹¹ Art. 1713 CCiv.

¹² Civ. 3^{ème} 30 mai 1969, *Bull.* III, n°437

En scrutant les règles légales on ne peut qu'être frappé par l'influence de la nature des choses en droit des contrats. La vente n'obéit pas aux mêmes règles si le bien est meuble ou immeuble, si la chose est goûtable ou ne l'est pas¹³, si les choses sont vendues en bloc, au poids ou à la mesure¹⁴. Le prêt d'argent n'est pas le prêt de choses¹⁵. De cette façon, c'est tout le droit des contrats spéciaux qui pourrait être cité. L'être des choses, l'être du monde, orientent, limitent et déterminent les solutions légales et jurisprudentielles. Les juristes sont bien plus qu'ils ne l'imaginent sous l'emprise d'un droit naturel au sens premier du terme, c'est-à-dire en tant que nature physique des choses.

B. – La nature des personnes humaines

Dans ce domaine, la nature de l'humain paraît se ramener à la raison ou au raisonnable. Aussi, on s'attendrait à l'exaltation de la liberté et de la volonté individuelle. Si ce mouvement est bien trop évidemment celui qui tente de prendre le dessus, c'est bien parce que le droit des personnes et de la famille est encore ancré dans des considérations biologiques. Il est possible de s'en apercevoir à travers quelques exemples choisis.

D'abord, on peut citer les mentions sur l'état civil. En droit français, la mention du sexe ne dépend pas de la volonté des individus mais de leur réalité biologique. Même après avoir reconnu la possibilité de faire modifier cette mention dans le cas de transsexualisme, la Cour de cassation a malgré tout exigé que le transsexuel doit avoir « *une apparence physique le rapprochant de l'autre sexe auquel correspond son comportement social* »¹⁶. C'est dire que la réalité sexuée est si présente qu'elle sert encore de modèle pour penser le changement physique de sexe. Tout doit se passer comme si la personne pouvait être assimilée au sexe opposé. Le changement doit au moins être apparent à défaut d'être réel. La volonté des individus n'est pas toute puissante : le réel impose sa bride et lorsqu'ils ont cherché à l'évacuer, il revient sous la forme de l'apparence.

Ensuite, l'interdiction du contrat de mère porteuse dans la jurisprudence et la loi¹⁷ montre l'attachement à la réalité biologique. La filiation est avant pensée ici comme un lien de sang. Rien ne pourra effacer le

¹³ Art. 1587 CCiv.

¹⁴ Art. 1585 et 1586 du CCiv.

¹⁵ Art. 1874 CCiv.

¹⁶ Ass. plén. 11 déc. 1992, n°91-11900.

¹⁷ Art. 16-7 CCiv.

lien entre la mère et l'enfant et le renoncement à toute filiation est impensable. La Cour européenne des droits de l'homme, pourtant favorable à un développement toujours plus important des libertés, a même reconnu que l'accouchement sous X n'occultait pas le droit de connaître ses origines¹⁸. Ce fameux droit est-il autre chose que l'affirmation de l'incontournable réalité de la filiation par le sang ? Certes, on rétorquera qu'il existe l'adoption. Mais cette dernière est encore appréhendée comme une fiction, une institution qui singe la nature selon le mot célèbre de Bonaparte¹⁹. La loi se fait directement l'écho de cette option. Si les adoptants doivent avoir quinze ans de plus que les enfants qu'ils se proposent d'adopter²⁰ c'est que la réalité sert encore d'étalon. L'adoption doit au moins avoir l'apparence d'une filiation charnelle.

Enfin, une affaire plus récente nous paraît illustrer de façon éclatante l'emprise de la nature du corps humain sur le droit. L'exposition baptisée « Our Body » de cadavres « plastinés » a été interdite en France²¹. C'est ici la nature même de ce qui est exposé (le corps et la chair) qui conduit à dire l'exposition illicite. En tant que tel, le corps est hors commerce, même les simples produits du corps le sont²². C'est déjà une solution qui montre que la chair humaine n'est pas seulement une chose ou un bien mais un élément dont la nature impose le respect. Mais il y a plus. L'affaire s'est prolongée avec le contentieux relatif à l'assurance de l'exposition. Le contrat d'assurance était-il valable ? N'avait-il pas lui-même un objet identique à celui de l'exposition à savoir les corps plastinés ? L'exposant a tenté de défendre la validité du contrat en faisant observer qu'il avait été conclu avant l'entrée en vigueur du nouvel article 16-1-1 qui dispose que le respect dû au corps humain ne cesse pas avec la mort. Mais les juges ont répondu que « *le principe d'ordre public, selon lequel le respect dû au corps humain ne cesse pas avec la mort préexistait à la loi* »²³. Si le principe préexistait à la loi c'est que la volonté du législateur n'y pouvait rien changer ! Qu'il fût inscrit dans les textes ou qu'il ne le fût pas, le résultat est identique. Cela tient bien à la nature du corps humain qui en lui-même impose le respect, on n'ose dire un minimum de sacralité.

¹⁸ CEDH 25 sept. 2012, n°33783/09.

¹⁹ P. A. FENET, *Recueil complet des travaux préparatoires du code civil*, 15 vol., Paris, 1827, réimpr. Osnabrück, 1968, t. 10, p.297.

²⁰ Art. 344 CCiv.

²¹ Civ. 1^{ère} 16 sept. 2010, n°09-67456

²² Art. 16-1 al. 3 CCiv.

²³ Civ. 1^{ère} 29 oct. 2014, n°13-19729.

Ces quelques exemples viennent confirmer ce que les développements précédents avaient déjà laissé pressentir. Il est extrêmement délicat pour ne pas dire impossible de s'abstraire de la réalité même des choses et de la réalité même de l'être humain. Le droit semble avoir toujours agi en maintenant cette référence. C'est *a minima* la façon dont on peut comprendre le droit naturel. Non pas comme une doctrine ou une métaphysique juridique mais avant tout comme un retour à la réalité elle-même. Cette précision pourrait encore paraître superflue ou dérisoire il y a quelques années. Elle devient d'une troublante actualité du moment que le droit prétend s'émanciper de toute référence à la réalité elle-même.

II. – UN DROIT SANS NATURE

Un droit sans nature, c'est un droit qui décide par lui-même de ce que sont les choses sans investiguer plus avant, sans se demander ce que sont *réellement* les choses ou les personnes. Un tel droit paraît proprement impensable. Pourtant, c'est le tournant que prétend prendre le droit depuis la fin du 20^{ème} siècle et depuis le début du 21^{ème} siècle. Il prétend s'abstraire de la nature en la mettant à part, en ne la considérant pas comme un élément pertinent pour fixer des règles. Le propos pourrait paraître excessif, il est pourtant bel et bien d'actualité. Et ce sont précisément des exemples d'actualité qui vont permettre de mesurer la mise à l'écart du naturel au profit du volontaire (A). La question se pose alors de savoir : que serait un droit qui ne serait que volonté ? (B)

A. – L'éviction du naturel au profit du volontaire

L'exemple topique qu'il faut évoquer est celui de la loi dite du « mariage pour tous ». Le droit naturel a servi de moyen pour la critiquer en faisant remarquer que l'union de deux personnes de même sexe serait contre-nature ou contraires aux lois naturelles voire aux lois de Dieu. Cette façon d'invoquer le droit naturel nous plonge directement au cœur d'un débat métaphysique qui oppose le droit naturel classique au droit naturel moderne. Mais il est aussi concevable de raisonner en marge du débat et de poser une question simple. Est-il seulement possible, en accordant le mariage aux personnes de même sexe, de ne pas modifier notre conception de la filiation ? En effet, ce sont par excellence des couples mariés qui ont vocation à adopter. Ouvrir la voie du mariage aux homosexuels, c'est ouvrir la voie à l'homoparentalité. Très rapidement, on s'aperçoit que cette filiation

potentielle doit s'abstraire du réel et se fonder sur la seule volonté. Volonté de s'unir par les liens du mariage, volonté d'adopter des enfants.

Admettre cela serait nécessaire pour l'égalité, tel est l'argument. Mais l'égalité joue dans les deux sens : pourquoi traiter différemment les couples hétérosexuels ? Pourquoi leur filiation devrait être fondée sur le sang et non sur la volonté ? Si les couples hétéro et homosexuels sont déclarés identiques par la volonté du législateur, ils doivent être traités identiquement dans le mode de filiation. Cela suppose donc une mise à l'écart radicale de la filiation par le sang²⁴.

Ce que cet exemple montre est qu'il n'est pas concevable de raisonner selon deux poids, deux mesures. L'éviction de la nature et de la réalité se poursuit selon une logique inéluctable et conduit à penser le droit sans la nature et à réécrire la plupart de ses règles. En effet, si la différence de sexe n'est pas pertinente pour décider de l'attribution des droits, on ne comprend pas pourquoi la femme enceinte dispose en droit du travail d'un nombre de jours de congé si important au regard de son mari. L'égalité appellerait alors à les traiter de la même manière.

Les différences entre les individus sont-elles la résultante de leur condition naturelle ou doivent-elles être instituées par le droit abstraction faite de celle-ci ? Ira-t-on jusqu'à traiter de la même façon l'enfant et l'adulte, le malade et le bien-portant ? L'âge, la santé doivent-ils être tenus pour juridiquement indifférents ? Pourquoi existe-il des règles spécifiques de capacité, de responsabilité ? Ce questionnement qui pourrait paraître saugrenu aux juristes du début du siècle dernier mérite d'être pris au sérieux. Il doit nous permettre d'évaluer le poids de la volonté dans le droit à venir.

Un droit sans nature est un droit qui fait primer la volonté avant toute autre considération. Or on ne peut qu'être troublé par la montée en puissance du rôle de la volonté. Dans le domaine juridique, les hypothèses se multiplient depuis quelques années : après le divorce par consentement mutuel, l'interruption *volontaire* de grossesse renvoie aujourd'hui à l'euthanasie, mort *volontairement* choisie. C'est tout le droit de la famille qui y est soumis: délégation de l'autorité parentale, refus d'invalider des libéralités fondées sur la violation

²⁴ Pour un développement intégral de ce raisonnement, v. F. ROUVIÈRE, « Le concept d'homoparentalité : une analyse méthodologique » *Gaz. Pal.* 6 et 7 mars 2013, p.5-9.

du devoir de fidélité issu du mariage²⁵, contractualisation croissante des conflits familiaux (médiation, conciliation, transaction...). Dans tous ces exemples, c'est la volonté des personnes qui est mise au premier plan. Soit parce qu'il n'y aurait pas de préjudice pour ceux qui s'entendent et consentent soit parce que l'expression de la volonté est perçue comme le soutien nécessaire de la liberté. Au fond, la liberté paraît même ne plus être bridée par la réalité. Pourquoi ne pas décider de ce que nous sommes ? Pourquoi ne pas modifier son corps, son sexe ? Pourquoi ne pas décider si nous serons homme ou femme ? Ce projet est le projet de la modernité porté à sa pointe extrême dans le domaine juridique. Le volontarisme total et parfait ne peut s'épanouir sans faire abstraction de la nature des personnes et des choses.

B. – L'affirmation de la supériorité de la volonté

Le volontarisme total, corollaire d'une parfaite liberté et souveraineté, renvoie à des fondements philosophiques forts.

Jean Pic de la Mirandole fut peut-être le premier à énoncer clairement le problème en posant comme idée qu'il appartenait à l'homme de fixer sa propre nature. Le philosophe imagine le discours tenu par Dieu envers l'homme. Dieu l'instruit en lui expliquant qu'aucune restriction ne le bride et que c'est son propre jugement qui lui permettra de définir sa nature. Il apparaît ici très nettement que la nature est soumise à la volonté et non l'inverse. Et le philosophe mentionne l'avertissement : l'homme pourra aussi bien dégénérer en formes inférieures et bestiales que se régénérer en formes supérieures et divines²⁶. Il n'est sans doute pas exagéré de dire que la modernité reprend assez largement à son compte cette idée en oubliant la mise en garde.

Est-ce à la volonté de décider ce que sont les choses ? Nietzsche écrivait : « *il n'y a pas de fait, seulement des interprétations* »²⁷. La perspective de l'artiste et de sa volonté lui semblait primordiale. Cette exaltation philosophique de la volonté jusque dans la recherche de sens est en train de pénétrer le champ du droit plus d'un siècle après. Son influence ne s'est

²⁵ Civ. 1^{ère} 3 févr. 1999 n°96-11946.

²⁶ J. PIC DE LA MIRANDOLE, *De la dignité de l'homme*, in *Œuvres Philosophiques*, trad. O. BOULNOIS, PUF, 1993, p.3-9

²⁷ F. NIETZSCHE, *Fragments posthumes*, in *Œuvres philosophiques complètes*, G. COLLI et M. MONTINARI, trad. J. HERVIE, t. XII, 7 [60], frag. 481, p.304-305

jamais démentie. Hans Kelsen a pensé l'interprétation des normes comme un acte de volonté²⁸. Dans ses derniers écrits, Michel Foucault, qui a revendiqué une inspiration nietzschéenne, parle du souci de soi comme volonté de se construire²⁹. Ces positions philosophiques influencent plus que jamais l'office du législateur et la conception que nous avons du droit lui-même. La volonté et l'accord de volontés sont-ils au fondement de toute valeur ou l'être et la valeur ont-ils partie liée ? Entre l'intersubjectivité ou le réalisme éthique le clivage se dessine de plus en plus nettement en faveur de la volonté et de la subjectivité. Les choses semblent devoir juridiquement être ce que nous décidons qu'elles seront.

Ce problème devrait sans doute être mis en parallèle avec les différentes théories du droit qui insistent sur le commandement. De Hobbes à Hart, la thématique de l'impératif qui découle d'une volonté a été sans cesse ressassée par les différentes analyses positivistes. Ce thème se marie aujourd'hui avec celui de la valeur et de l'être des choses en opérant une réduction de ces dernières à la volonté. Si le droit est un commandement imposé aux hommes, pourquoi ne commanderait-il pas *malgré* la nature ? Les choses pourraient ainsi être juridiquement sommées d'être ce qu'elles ne sont naturellement pas. La réflexion de Martin Heidegger sur la technique s'enrichit alors d'une nouvelle facette. Si la technique est ce qui somme à la nature de livrer son stock d'énergies et son potentiel, n'est-elle pas au fond commandement à la nature elle-même ?³⁰ Telle serait la technique juridique. Le droit ne ferait que rejoindre l'inexorable tendance de la modernité où commander aux hommes conduit à commander *les* choses puis commander *aux* choses pour enfin commander les hommes *malgré* les choses. A n'en point douter, la piste philosophique à examiner est vertigineuse.

Rarement la réflexion philosophique a été si proche des questions juridiques et éthiques. Rarement, la nécessité de prendre parti s'est manifestée de façon si prégnante. Telle est sans hésitation aucune l'actualité du droit naturel ; il nous enjoint de choisir le droit à venir. Devra-t-il prendre la nature et les êtres vivants comme référence ou devra-t-il s'en émanciper ? Le droit naturel est bien plus qu'une doctrine qu'on exhumerait d'âges lointains et révolus. Il éveille la question de ce qu'est le droit aujourd'hui et plus encore de ce qu'il sera demain.

²⁸ H. KELSEN, *Théorie pure du droit*, Bruylant, LGDJ, 1999, n°46, p.339.

²⁹ M. FOUCAULT, *Le Souci de soi*, Gallimard, Paris, 1984, p. 90.

³⁰ M. HEIDEGGER, « La question de la technique », in *Essais et Conférences*, Tel-Gallimard, 1954, p. 20-22.